

RETOUR SUR LES RÉCENTS ÉVÉNEMENTS EN AFGHANISTAN



DE JUILLET À SEPTEMBRE 2021

WERRA

Le retour des talibans au pouvoir

En août 2020 les talibans se sont emparés du pouvoir en Afghanistan après le retrait des troupes américaines du pays. Retour sur une prise de pouvoir rapide et facilitée par le départ des Américains du pays. Après près de vingt ans de présence américaine sur le sol afghan, le président américain Joe Biden avait promis de ne pas envoyer une nouvelle génération d'Américains se battre en Afghanistan. Ce conflit majeur, amorcé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, est caractéristique de l'interventionnisme américain du début du siècle. Aujourd'hui, après presque deux décennies de présence en Afghanistan, le gouvernement américain estime avoir accompli sa mission de lutte contre le terrorisme au coeur des territoires contrôlés par les talibans et leurs alliés d'Al-Qaïda, et se retire des bases militaires du pays.

Juillet 2021 : l'annonce du retrait des troupes américaines d'Afghanistan

Joe Biden a annoncé en juillet dernier le retrait des troupes américaines en Afghanistan, précisant dès le 8 juillet le calendrier : les troupes devront toutes avoir quitté le pays au plus tard le 31 août 2021. Selon lui, les Américains ont atteint leurs objectifs de lutte contre le terrorisme, et l'armée afghane serait en capacité de se défendre et d'assurer la continuité du gouvernement. Cette annonce permet de faire suite à un processus entamé par son prédécesseur Donald Trump, notamment à la suite des négociations entreprises précédemment et à l'accord de paix signé à Doha en février 2020. Le processus a réellement commencé avec le premier retrait de troupes américaines d'une base afghane le 2 juillet dernier sur la base de Bagram, rendue au ministère de la Défense par les militaires américains. Le 2 août, le président afghan Ashraf Ghani estimait que la situation que connaît son pays est due à la décision américaine de retirer du jour au lendemain toutes ses troupes.

L'avancée rapide des talibans face à une armée afghane affaiblie

Petit à petit, les talibans gagnent du terrain au fur et à mesure que les Américains quittent le pays. L'armée afghane, auparavant accompagnée par son homologue américaine, ne parvient plus à repousser les talibans, qui prennent une première capitale provinciale le 6 août : Zaranj. Ensuite, sept autres capitales provinciales sont prises rapidement, par exemple à Faizabad, où les talibans se sont emparés rapidement et sans grande résistance des forces de sécurité du bureau du gouverneur et du quartier général de la police. Durant toute la semaine, les talibans progressent rapidement pour se retrouver aux portes de la capitale du pays, Kaboul. En effet, le départ des forces américaines et la faiblesse de l'armée afghane leur permettent d'avancer et de s'emparer de Pul E Alam dès le 13 août, au sud de Kaboul.

15 août 2021 - La prise de Kaboul comme symbole de l'effondrement de l'Afghanistan qui tombe aux mains des talibans

Le 15 août 2021, Kaboul tombe, sans opposer de résistance, aux mains des talibans. La veille encore, le Président afghan Ashraf Ghani appelait à la mobilisation, se montrant presque optimiste : Kaboul ne faillira pas. Pourtant, à l'arrivée des talibans dans la capitale dès le lendemain, le Président a déjà pris la fuite. Le soir même, il déclare depuis son lieu d'exil : « les talibans ont gagné ». La population afghane se retrouve donc livrée à elle-même. Certains sont encore marqués par les années où les talibans étaient déjà au pouvoir dans le pays

(1996-2001) avant d'être chassés par les Américains tandis que les plus jeunes générations comprennent que l'ère talibane sonnera sans doute le glas de nombre de leurs libertés. En quelques heures, les nouveaux maîtres des lieux s'installent dans la capitale. Ils se rendent au Palais présidentiel où ils prennent place pour une photographie qui fera le tour des réseaux et des médias du monde entier. La communauté internationale réagit dans la foulée. Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, appelle les talibans « à la plus grande retenue ».

Le 16 août, le président français Emmanuel Macron s'est exprimé sur la situation au cours d'une allocution. Il y salue l'engagement militaire de la France avant de rappeler que la priorité est de mettre en sécurité les citoyens français encore sur place ainsi que les auxiliaires afghans ayant travaillé pour la France. La chancelière allemande Angela Merkel saluera elle aussi les pertes allemandes au cours du conflit en Afghanistan, qualifiant la chute de Kaboul de "développement amer. Amer, dramatique et terrifiant". De son côté, le président américain Joe Biden affirme ne pas regretter sa décision de se retirer d'Afghanistan après vingt années d'une guerre largement qualifiée de vaine dans les médias. Il rappelle en ce sens que la volonté américaine n'a jamais été d'instaurer un Etat de droit dans le pays, et pointe du doigt l'inaction du gouvernement et de l'armée afghane face à la menace talibane.

Du 16 au 20 août 2021 - Premières réactions de la communauté internationale suite à la prise de pouvoir des talibans, première allocution officielle du nouveau gouvernement afghan des Étudiants islamiques

Comme nous venons de le voir précédemment, la prise de Kaboul a été à l'origine d'impressionnants mouvements de foule à l'aéroport de Kaboul. Un jour après la prise du palais présidentiel et l'instauration du nouveau gouvernement, les talibans ont donné leur première conférence de presse, et leur porte-parole sa première interview dans ses nouvelles fonctions.

L'objectif est clair : rassurer les Afghans, la communauté internationale, dans un appel au calme qui rappelle toutefois le caractère sans appel de leur victoire. Maulvi Abdul Haq Hammad (porte-parole des talibans) rappelle que les talibans ont pris Kaboul sans coups de feu, et annonce une amnistie générale ainsi que la réouverture des écoles pour les garçons et les filles. Zabiullah Mujahid a quant à lui souligner l'importance des femmes dans la société, bien que le droit de travailler pour ces dernières doive se faire conformément à la charia.

Cependant, derrière cette normalisation de leurs discours, les talibans patrouillent dans Kaboul, kalachnikov en bandoulière, et de premières exactions ont déjà été rapportées. Par ailleurs, cette volonté de rassurer le peuple afghan ne change rien à l'idéologie fondamentaliste dont les talibans sont nés. Quelle réelle place pour les femmes ? Quelle application de la charia ? Quel traitement envers les minorités ethniques du pays ? Les Hazaras chiites notamment - les talibans étant en majorité Pachtounes, de confession sunnite. Cette défiance se vérifie avec les scènes de chaos observées à l'aéroport, ainsi qu'à travers les premières manifestations, qui ont eu lieu le jeudi 19 août, à Kaboul, mais aussi à Assadabad et Jalalabad. Des centaines de personnes ont alors brandi des drapeaux officiels de l'Afghanistan, aux couleurs noir, rouge et vert, manière de contester la bannière blanche des talibans. Lors de la manifestation à Assadabad, un témoin rapporte que sept personnes

auraient perdu la vie après que les talibans aient ouvert le feu. Ces manifestations historiques ont un écho d'autant plus particulier, puisqu'elles ont eu lieu le 19 août, date de l'indépendance afghane.

Pas exactement en ligne avec la conférence de presse tenue quelques jours plus tôt par Abdul Haq Hammad. Les pays étrangers se sont empressés de procéder au rapatriement de leurs ressortissants en Afghanistan. Néanmoins, certains pays dont la Chine et la Russie n'ont pas évoqué les mêmes craintes. Moscou a réaffirmé la nécessité « d'intensifier les efforts diplomatiques régionaux et définir une ligne commune entre la Russie et ses voisins d'Asie centrale ». Pékin a également vu le départ des Américains et d'Ashraf Ghani comme une opportunité de se rapprocher d'un potentiel nouvel allié précieux, qui plus est dans une zone géographique clé. En effet, l'arrivée au pouvoir des talibans pourrait permettre à la Chine de renforcer son grand projet d'infrastructures des nouvelles routes de la soie.

26 août 2021 : Attentat revendiqué par Daech à l'aéroport de Kaboul, la crainte d'une instabilité régionale grandit, les talibans face à l'exercice du pouvoir et conséquences économiques et géopolitiques à moyen terme

Jeudi 26 août, un attentat-suicide frappe l'aéroport de Kaboul – autour duquel des Afghans et ressortissants étrangers s'amassaient depuis plusieurs jours – et fait entre 70 et 90 morts selon le Pentagone. Daech revendique l'attentat dans la foulée. L'Union européenne, ses États membres, l'OTAN, les talibans, la Turquie ou la Russie parmi d'autres, ont fermement condamné le double attentat. Alors que déjà Afghans et ressortissants internationaux cherchaient à quitter le pays, l'OTAN a donné la priorité à l'évacuation du plus de personnes possibles. Emmanuel Macron s'est aussi engagé à évacuer les Français ainsi que les Afghans ayant travaillé pour la France.

Paradoxalement, les talibans sont sans doute plus faibles que jamais actuellement, propulsés dans l'exercice du pouvoir dans un contexte extrêmement fragile. Les services de renseignements britanniques indiquent que la menace terroriste est très élevée suite au départ des forces militaires internationales, et mettent en lumière le risque que l'Afghanistan devienne le nouveau terrain fertile d'organisations terroristes comme Daech, ou des cellules d'Al-Qaïda face à la potentielle incapacité du nouveau gouvernement à contrôler son territoire, chose que les gouvernements précédents n'ont pas réussi avec grand succès par ailleurs.

Une autre épée de Damoclès plane sur l'Afghanistan, celle d'une crise économique violente et d'une crise humanitaire sans précédent. En effet, rapidement après la chute de la capitale afghane, le FMI « a suspendu ses versements et les réserves de la banque centrale sont gelées à l'étranger ». Le pays pourrait par ailleurs se voir retirer des aides internationales, qui représentent pourtant près de 42% du PIB du pays. Les cargaisons hebdomadaires de dollars américains ont déjà pris fin, et les banques afghanes vont faire face à un manque de liquidités inquiétant. Se pose également la question de la capacité des talibans à insuffler une politique économique, et contrôler le trafic d'opium, qui représente quant à lui environ 7% du PIB afghan selon l'UNODC. Mais ce même trafic, de près d'1,4 milliard de dollars USD, ce sont les talibans qui ont eu la main dessus pendant des années, des plantations aux exportations en passant par les récoltes. La menace pour les droits fondamentaux étant de toute évidence la première source d'inquiétude bien qu'elle ne soit pas prioritaire, les ques-

tions économiques que posent l'arrivée au pouvoir des talibans n'en demeurent pas moins une réelle problématique, dont les conséquences pourraient être dramatiques pour les Afghans.

Conclusion et conséquences à moyen terme

Retour à la case départ, celle de 1996, qui avait mené les États-Unis à s'embarquer dans la plus longue guerre de leur histoire, pour y dépenser des dizaines de milliards de dollars, en vain, pour revoir ces mêmes talibans au pouvoir (certains membres du nouveau gouvernement annoncé cette semaine faisaient déjà partie du régime de 1996 à 2001). L'échec est énorme, et rend délicate voire impossible toute présence militaire étrangère sur le sol afghan, ne serait-ce que pour appuyer l'armée afghane (les talibans ou même ou ce qu'il en reste) durant les premiers mois. Le spectre d'une crise économique implique aussi le risque d'une crise migratoire. Emmanuel Macron a déjà évoqué la nécessité d'une collaboration européenne étroite à ce sujet, avec l'Allemagne en particulier, afin d'éviter que des milliers d'Afghans ne s'additionnent aux camps de réfugiés déjà trop surpeuplés dans les pays frontaliers, y compris à la frontière libano-syrienne.

Le rapprochement avec la Chine, en parallèle de l'échec américain, va quant à lui changer certains rapports de force existant dans la région. La Chine et la Russie pourraient à terme être les grands gagnants de ce coup d'État dont les États Unis sont à l'inverse d'ores et déjà les grands perdants. Le pays détient aussi d'énormes réserves de lithium qui intéressent tout particulièrement les entreprises chinoises, la Chine étant le premier producteur mondial de véhicules électriques.

Enfin, le risque d'un retour en force des organisations terroristes de la région plane également. La faiblesse des gouvernements syriens ou irakiens, la porosité des frontières et l'inaccessibilité de nombreuses régions de ce pays notamment sont toujours le terreau fertile qui permet à des organisations clandestines de prospérer et de contrôler des territoires entiers comme Daech l'avait fait à cheval entre la Syrie et l'Irak, s'approchant dangereusement de Bagdad en 2014. L'avènement dans les décennies qui viennent d'un second État djihadiste (qu'il soit salafiste ou wahhabite, peu important certaines divergences) pourrait causer un basculement des forces centrales de la région que sont aujourd'hui l'Iran et l'Arabie saoudite, et entraîner un déplacement de plaques tectoniques particulièrement dangereux.